



Swiss Info Letter no. 13 / juillet 2004

Table des matières

- [Conférence ministérielle sur les PME à Istanbul](#)
- [Transport: Conseil des Ministres des pays membres de la CEMT en Slovénie](#)
- [Perspectives de l'emploi 2004](#)
- [Lancement du Conseil International de la Gestion des Risques \(CIGR\) à Genève](#)
- [La Suisse en deuxième position des dépenses de santé](#)
- [Croissance moyenne de 4% en Afrique en 2005](#)
- [Les perspectives agricoles de l'OCDE 2004-2013](#)
- [Le GAFI retire le Guatemala de la liste des pays non coopératifs](#)
- [La Russie sur la bonne voie, mais elle doit poursuivre ses efforts](#)
- [Réforme réglementaire en France: vers des orientations stratégiques plus claires](#)
- [Investissements directs étrangers: tendances et développements récents](#)
- [Equité dans l'enseignement](#)
- [Votre «abonnement» à Swiss OECD Info](#)

Conférence ministérielle sur les PME à Istanbul

Du 3 au 5 juillet, l'OCDE a convié une conférence ministérielle à Istanbul sur le thème de la promotion de la croissance des **PME innovantes et compétitives** sur le plan international. Cette conférence s'inscrivait dans le prolongement de la première conférence ministérielle sur les PME tenue en 2000 à Bologne, qui avait débuté un processus destiné à stimuler la réflexion sur l'entrepreneuriat et les PME au niveau mondial.

La [deuxième conférence ministérielle](#), à laquelle des représentants de nombreux pays non-membres de l'OCDE ont participé, a donné lieu à la [Déclaration d'Istanbul](#). Elle souligne en particulier la nécessité de réduire davantage les obstacles à l'accès des PME aux marchés mondiaux et à des financements abordables. Elle reconnaît également qu'une «culture d'évaluation» doit être mise en place afin de garantir que les programmes de promotion des PME restent économiquement efficaces. A cet effet, l'OCDE peut contribuer à renforcer la base analytique. ↗

Transport: Conseil des Ministres des pays membres de la CEMT en Slovénie

Le [Conseil des Ministres](#) de la Conférence Européenne des Ministres du Transport ([CEMT](#)) s'est réuni à Ljubljana les 26 et 27 mai 2004. Quatre sujets ont été au centre des discussions des Ministres: la planification des infrastructures de transport, la tarification de l'usage des infrastructures, la sûreté des transports et la levée des entraves au passage des frontières. D'autres thèmes tels que l'amélioration de l'accessibilité des transports, la promotion de l'usage du vélo et la sécurité routière (suivi de l'objectif «50% de tués en moins») ont également été abordés. En outre, une publication de la CEMT sur [l'évolution des transports entre 1970 et 2002](#) vient de paraître. Elle fournit les statistiques les plus récentes sur les transports en Europe et met en évidence les tendances majeures. Elle présente une analyse de la situation des transports dans les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est ainsi que dans les pays baltes de la CEI. Le prochain Conseil des Ministres se tiendra à Moscou en 2005. ↗

Perspectives de l'emploi 2004

L'édition 2004 des [Perspectives de l'emploi de l'OCDE](#) passe en revue les tendances les plus récentes du marché du travail dans les pays membres de l'Organisation. Le rapport prévoit une **réduction des taux de chômage** au cours des deux années à venir, grâce à la poursuite d'une croissance soutenue aux Etats-Unis ainsi qu'à une reprise de l'activité au Japon et, dans une moindre mesure, au sein des pays de l'Union européenne. Il émet également des recommandations pour réduire le chômage, telles qu'une plus grande flexibilité du temps de travail pour stimuler l'emploi, des réglementations et une administration plus efficaces, et un soutien à la formation tout au long de la vie.

Mais il ne suffit pas de faire reculer le chômage, il est également important d'augmenter le taux d'activité de la population d'âge actif (15 à 64 ans). En moyenne, 35% de la population d'âge actif dans les pays de l'OCDE n'ont aujourd'hui pas d'emploi. Ce chiffre masque toutefois d'importantes [disparités d'un pays à l'autre](#), le taux de non-emploi allant de moins de 25% en Islande, en **Suisse** (22.2%) et en Norvège à plus de 50% en Turquie. L'OCDE a récemment décidé de procéder à une réévaluation de la Stratégie pour l'emploi que ses membres avaient adoptée il y a dix ans pour guider les réformes destinées à lutter contre un chômage élevé et persistant. Les principales conclusions de ce travail seront examinées par les Ministres des pays de l'OCDE dans deux ans. ↗

Lancement du Conseil International de la Gestion des Risques (CIGR) à Genève

Le [CIGR](#) a officiellement débuté ses activités le 29 juin 2004 à Genève. Le CIGR est une fondation privée, financée par des contributions de gouvernements et d'entreprises privées. Sa mission est d'assister les gouvernements, les entreprises privées et d'autres organisations dans l'évaluation des risques. Il **renforce la confiance du public dans la gestion des risques** et la prise de décision qui en découle. Le CIGR fonctionne de manière indépendante et dispose de compétences scientifiques de très haut niveau pour la préparation des informations et de l'évaluation des risques. Il peut compter sur un Conseil scientifique et technique composé à ce jour de 17 scientifiques de renom dans des disciplines variées et aux nationalités confondues.

A l'occasion de la première conférence, les intervenants aux côtés du Conseiller fédéral **Pascal Couchepin** comprenaient, entre autres, le Commissaire européen pour la Science Pascal Busquin, l'Administrateur du *US Office for Information and Regulatory Affairs* John Graham, le Vice-Ministre chinois pour la Science Liu Yanhua, ainsi que le Secrétaire général de l'OCDE Don Johnston. La création du CIGR a pu bénéficier du soutien et des conseils de l'OCDE, qui est à l'origine d'une vaste étude sur les risques (cf. le [Rapport sur les risques émergents au XXI siècle](#) paru en 2003 dans le cadre du Programme de l'OCDE sur l'avenir). ↗

La Suisse en deuxième position des dépenses de santé

Les dépenses de santé de la plupart des pays membres de l'OCDE ont connu une [forte augmentation](#) ces cinq dernières années. Sous l'effet conjugué de l'accélération du rythme de la croissance des dépenses de santé et d'un ralentissement de l'activité économique, le poids des dépenses de santé s'est accru, passant de 7.8% à 8.5% du PIB en moyenne, entre 1997 et 2002. Si la croissance des dépenses de santé s'accélère, l'écart entre les Etats-Unis (14.6% du PIB) et les autres pays de l'OCDE se creuse. La **Suisse** se place en deuxième position avec **11.2% du PIB**. Bien qu'ils soient de plus en plus conscients de l'utilité de la prévention et de la promotion de la santé publique, les pays de l'OCDE ne consacrent en moyenne que 2.8% du total des dépenses de santé aux programmes de prévention. ↗

Croissance moyenne de 4% en Afrique en 2005

Outil de référence sur les évolutions économiques et sociales des pays africains, la troisième édition des [Perspectives économiques en Afrique](#), élaborée en partenariat par le [Centre de Développement de l'OCDE](#), la [Banque Africaine de Développement](#) et les pays africains concernés, a été lancée le 7 juillet dernier à Paris par Donald Johnston, Secrétaire Général de l'OCDE. Cette publication, devenue incontournable pour les décideurs, les bailleurs de fonds et les entreprises, analyse les principales évolutions économiques, structurelles et politiques survenues en 2003 et les perspectives à court terme (2004 et 2005). Cette édition jette un éclairage particulier sur le thème "Offre d'énergie et pauvreté". Elle permet de dégager les grandes tendances du continent africain et, grâce à un cadre d'analyse commun, de comparer les perspectives économiques des 22 pays du continent analysés. La croissance moyenne en Afrique a été de 3,5% en 2003, la plus élevée depuis 4 ans, et devrait passer à 4% en 2005. ↗

Les perspectives agricoles de l'OCDE 2004-2013

Cette [publication annuelle](#), dont l'horizon temporel était jusqu'ici de cinq ans, présente aujourd'hui pour la première fois des prévisions des prix, de la demande et de la production pour les dix années à venir. Au cours des dix prochaines années, la production mondiale de céréales, de viandes, de fromage, de sucre et d'huile végétale devrait augmenter plus vite que la consommation. Par conséquent, la croissance des échanges et des prix mondiaux devrait rester modérée. La production céréalière mondiale devrait progresser jusqu'à 17% d'ici à 2013. La croissance de la production mondiale d'oléagineux devrait ralentir, principalement sous l'effet d'un certain essoufflement de la production du Brésil. Les prix de pratiquement tous les produits couverts par le rapport devraient se raffermir pendant la période des prévisions. Toutefois, les prix réels, corrigés de l'inflation, devraient continuer de baisser à plus long terme. D'une façon générale, la consommation de produits agricoles progressera plus rapidement en Amérique du Sud et en Asie. ↗

Le GAFI retire le Guatemala de la liste des pays non coopératifs

Le [Groupe d'action financière \(GAFI\)](#), organisme international chargé de la protection du système financier mondial contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, s'est réuni en plénière fin juin à Paris. A cette occasion, il a décidé de retirer le Guatemala de la liste des Pays et territoires non coopératifs (PTNC). Les mesures importantes que le Guatemala a prises ont été reconnues, notamment la promulgation d'une réglementation exigeant des sociétés offshores l'obtention d'une autorisation d'exercer et leur imposant un régime de surveillance. Seuls les Iles Cook, l'Indonésie, le Myanmar, Nauru, le Nigeria et les Philippines demeurent sur cette liste.

Le GAFI a également annoncé qu'il explorait de nouveaux moyens de s'attaquer aux questions du **financement du terrorisme**. Les travaux du GAFI ont mis en exergue le rôle des passeurs de fonds (ou "cash courriers"), en d'autres termes des personnes qui transportent de l'argent liquide destiné à financer des activités ou entités terroristes. Cette problématique sera examinée plus en profondeur par le Groupe en septembre 2004. ↗

La Russie sur la bonne voie, mais elle doit poursuivre ses efforts

Depuis la crise financière de 1998, la croissance économique de la Russie a été régulièrement supérieure aux prévisions. [La nouvelle étude économique de la Fédération de Russie](#) tente d'en comprendre les sources et de déterminer les chances de la voir se poursuivre durablement afin que la Russie puisse rapprocher son niveau de vie de ceux des économies de l'OCDE. Or, l'économie de la Russie est étroitement tributaire de

l'exploitation d'un nombre limité de ressources naturelles, principalement des hydrocarbures et des métaux, ce qui la rend particulièrement vulnérable face aux chocs extérieurs. Dans ce contexte, l'OCDE recommande que la Russie persévère sur la voie de la discipline macroéconomique et poursuive ses efforts de réforme structurelle dans un certain nombre de domaines essentiels (le gaz naturel, l'électricité et le secteur bancaire). Par ailleurs, dans le cadre de son [dialogue avec la Russie sur les questions de l'investissement international](#), l'OCDE publiera prochainement une étude et des recommandations relatives à l'amélioration des conditions-cadre pour l'investissement étranger dont ce pays a tant besoin. ↗

Réforme réglementaire en France: vers des orientations stratégiques plus claires

Le récent [rapport de l'OCDE sur la réforme réglementaire en France](#) a démontré que les réformes entreprises au cours des deux dernières décennies ont certes contribué à la performance économique du pays, mais que des améliorations supplémentaires de la réglementation seraient bénéfiques pour ses entreprises et ses citoyens. La France a réduit le rôle de l'État dans l'économie et a largement ouvert ses marchés à la concurrence, même si des marges de progrès existent encore dans certaines industries de réseaux. Le rapport brosse un tableau général des résultats obtenus et des tâches à accomplir, en le situant dans le contexte macroéconomique, avec une analyse de la qualité de la réglementation, de la politique de la concurrence et de l'ouverture des marchés. Il contient également un examen détaillé des secteurs de l'aviation civile et des télécommunications. ↗

Investissements directs étrangers: tendances et développements récents

Deux tendances ressortent de cette [récente étude publiée par l'OCDE](#): premièrement, les investissements directs étrangers ont continué de diminuer dans les pays de l'OCDE en 2003, tombant à un niveau de USD 385 milliards, contre USD 535 milliards en 2002 (moins 28%). Une des raisons à cette diminution réside dans les faibles performances macro-économiques de la plupart des pays de l'OCDE. Deuxièmement, pour la première fois, la Chine a été plus attractive que les Etats Unis durant cette même année, en drainant plus de USD 53 milliards de dollars, contre USD 40 milliards pour les Etats Unis, même si un quart de ces investissements sont en fait des investissements chinois qui transitent par Hongkong afin de bénéficier d'avantages fiscaux. Deuxième lieu d'investissements parmi les pays de l'OCDE, la France tire son épingle du jeu en réussissant à maintenir un niveau d'investissement constant et élevé. ↗

Equité dans l'enseignement

L'OCDE a publié un ouvrage sur [l'équité dans l'enseignement](#) qui analyse les pratiques en matière d'égalité dans la répartition des ressources pour l'éducation et de soutien aux élèves souffrant de déficiences, de difficultés d'apprentissage ou de désavantages sociaux dans les pays de l'OCDE. Il inclut des statistiques sur les différentes catégories d'élèves et offre une présentation exhaustive des données et des indicateurs de l'équité. ↗

Votre «abonnement» à Swiss OECD Info

Vous voici informés des dernières nouvelles de l'OCDE par notre service **Swiss OECD Info**. Vous avez, en tout temps, la possibilité de vous abonner ou de faire rayer votre nom sur notre liste de distribution par E-mail à OECD.SwissInfo@pao.rep.admin.ch. *Swiss OECD Info* est également disponible en format PDF sur le **site web** de la [Délégation suisse près l'OCDE](#). ↗